

Comment développer une politique de solidarité appuyée sur une redistribution proportionnelle aux moyens de chaque personne, comment redonner du sens au partage des richesses ?

Comment construire une coopération renforcée avec les pays qui souhaitent plus de justice sociale, fiscale et écologique, en commençant par l'Europe qui demeure une dimension d'action pertinente ?

REVIVIFIER LA DÉMOCRATIE EN PRENANT EN COMPTE LA PAROLE DES CITOYENNES ET DES CITOYENS

• Des citoyennes et citoyens qui ne se sentent pas écoutés

Les suites données au « grand débat » suivant la crise des gilets jaunes ou à la conférence citoyenne sur le climat n'ont pas été à la hauteur des attentes qu'elles portaient.

Le malaise démocratique et la distance avec tous les dirigeants politiques s'en trouvent amplifiés.

Comment renouer avec l'exercice démocratique, réapprendre à débattre ?

Quelles sont les voies et moyens pour revivifier la démocratie pour que le peuple, au sens les citoyennes et les citoyens, soit souverain et que sa parole soit prise en compte ?

• Un système institutionnel déséquilibré

Une hypertrophie du pouvoir présidentiel : la mise en place et le fonctionnement opaque du « Conseil de défense », mis en place pendant la pandémie, en est l'illustration même.

La mise à l'écart du Parlement : une hausse exponentielle du nombre d'ordonnances, moyen pour l'exécutif de légitimer sans que le Parlement ne joue pleinement son rôle de rédacteur de la loi.

Comment agir pour une démocratie vivante, effective, pleinement respectueuse de l'égalité en droits et de la protection des individus et groupes ?

VENEZ EN DÉBATTRE AVEC NOUS !

La LDH a quelques idées sur ces questions, elle aide en de nombreux lieux à les mettre en œuvre. Partout ses militantes et militants sont disposés à en débattre avec vous. Rencontrons-nous pour cela.

POUR ALLER PLUS LOIN

- *En finir avec les idées fausses propagées par l'extrême droite*, Vincent Edin, éditions de l'atelier, 2017.

ÉLECTIONS 2022

EXTRÊMES DROITES

aux polices municipales, ouvert la voie à une surveillance généralisée de l'espace public, limité la diffusion d'images captées lors des manifestations, portant ainsi atteinte à la liberté de la presse.

Des comportements policiers très éloignés des principes républicains continuent d'être tolérés, voire soutenus au plus haut niveau de la hiérarchie.

Une société rongée par les inégalités

Au cours de ce quinquennat, les inégalités se sont encore creusées, la précarité s'est aggravée et la paupérisation s'est accrue.

Toujours plus nombreux sont celles et ceux qui survivent grâce aux associations caritatives, qui dorment dehors ou n'ont pas de logement décent. Au moment où la cherté de la vie quotidienne explose, les retraites, les minima sociaux et le smic sont à peine revalorisés. Une nouvelle réforme de l'assurance chômage se met en place avec l'objectif de diminuer les droits de plus d'un million de demandeurs d'emploi, les renvoyant au désespoir, à l'angoisse et à la colère.

Dans le même temps, les discours de haine, de racisme et d'exclusion se banalisent et les actes racistes et antisémites se font plus violents ; les discriminations perdurent, l'accueil des exilés dépend non plus du droit mais d'une vision politique différente selon le pays d'où l'on vient. Autant d'éléments qui témoignent de la diffusion des idéologies d'extrême droite.

Les campagnes présidentielles et législatives : des temps de débat collectif pour construire notre société de demain

La Ligue des droits de l'Homme (LDH) appelle les citoyennes et les citoyens, toutes les forces vives de notre pays à se saisir du temps de la campagne électorale pour dire leur mot, contribuer à élaborer des réponses aux questions qui nous sont collectivement posées. Elle les appelle à inventer, ensemble, les bases d'un changement favorable à la justice sociale, facteur d'espoir et de confiance dans le présent comme dans l'avenir. Il s'agit bien d'une étape dont l'enjeu est la construction, ensemble, d'une société solidaire, égale et fraternelle, assurant à toutes et à tous l'ensemble des droits qui sont au cœur de l'idéal républicain.

POURQUOI LES IDÉES DES EXTRÊMES DROITES PROSPÈRENT-ELLES ?

• Le terreau propice des crises

L'Europe, comme le monde, vit à l'heure de crises sociales, environnementales, politiques, démocratiques et « identitaires ». L'explosion des inégalités et du chômage de masse, l'accès plus difficile au logement, à la santé, à la réussite éducative sont durement ressentis. Pour beaucoup, la représentation politique semble avoir abdiqué. D'où une impression au mieux d'impuissance, au pire, de reniement.

• L'exploitation du sentiment d'abandon

Pour faire face à ces crises, deux projets de société s'affrontent : un projet s'appuyant sur la solidarité et l'ouverture sur le monde, l'autre bâti sur le repli sur soi et l'identité nationale. Ce second projet venant des extrêmes droites s'en prend aux droits de l'Homme, rendus responsables d'un présumé déclin de nos sociétés, et déclare vouloir réaffirmer des valeurs et traditions en mettant en avant, notamment, les racines chrétiennes de la France.

• Le mensonge sur l'existence de « profiteurs »

Les extrêmes droites caricaturent les situations pour faire croire, par exemple, que les mineurs étrangers bénéficiaient de droits particuliers par rapport aux mineurs français ou que les étrangers auraient des soins gratuits alors que ce ne serait pas le cas pour les Français. Ces idées dévoient la devise de fraternité en une fraternité « ethnique », en défaveur de certains étrangers, ou une fraternité « populaire », qui viserait à combattre les « priviléges » des élites.

• Le mensonge de l'étranger présenté comme un problème

L'histoire montre que les migrations successives ont enrichi notre pays. Notre pays est une société multiculturelle, c'est une réalité porteuse de progrès, pas un

danger. En outre, ne sont en réalité ciblés qu'une petite partie des étrangers : ceux qui ne sont pas nés du bon côté de la planète, n'ont pas la « bonne » couleur de peau ou la « bonne » religion.

• La désignation de boucs-émissaires

Face à des inquiétudes qui peuvent être légitimes, les extrêmes droites attisent les peurs. Elles amalgament le fantasme du déclin national avec la crainte du déclassement social. Elles rêvent une France uniforme. Elles désignent pour ce faire des boucs émissaires : les étrangers, les musulmans, les juifs, les jeunes des quartiers populaires, les homosexuels, les féministes, les écologistes, les défenseurs des minorités... qui seraient responsables de tous les maux, ce qui conduit aux discriminations, au racisme, à l'antisémitisme, au rejet puis à la haine de l'autre et, finalement, à des actions violentes comme celles perpétrées par des groupuscules « identitaires ».

• Une imposture sociale

Les extrêmes droites parlent de l'emploi, du pouvoir d'achat et des retraites pour appâter l'électorat populaire. Mais, en matière de pouvoir d'achat, les mesures annoncées se réduisent à une indexation des salaires sur l'inflation. Une prime pour les bas revenus est envisagée mais financée à partir d'une hypothétique contribution sociale sur les importations. S'agissant des retraites, il est question, au mieux, de 42 annuités pour avoir le taux plein.

• Elles ne voient pas la nécessité de construire plus de logements sociaux, sont contre la réduction du temps de travail, contre le Code du travail, ne proposent rien de concret sur l'éducation, la santé, ou de cohérent sur la fiscalité.

• Des idées dangereuses

Ce que prônent les extrêmes droites, ne résout aucun des aspects des crises en cours. S'en prendre à l'autre permet

d'éviter de répondre aux problèmes clefs. Pour elles, il ne s'agit pas de défendre les droits pour toutes et tous mais seulement les droits de quelques-uns par le biais de la « priorité nationale », qui a désormais remplacé la préférence du même nom. Elles refusent l'égalité des droits et érigent en système inégalités et discriminations. Un tel projet de société n'est pas compatible avec la démocratie mais contamine pourtant tout l'échiquier politique. Des élus, des responsables politiques surenchérissent en propositions discriminatoires sur l'immigration, la sécurité, la laïcité. C'est pourquoi, il est nécessaire d'identifier, débusquer et combattre les idées des extrêmes droites dans nos milieux professionnels, nos écoles, nos villes, nos campagnes.

Les personnes qui s'estiment « laissées-pour-compte » se trompent de colère quand elles se laissent séduire par les idées des extrêmes droites.

Il y a là un combat nécessaire de valeurs pour les libertés, l'égalité, la solidarité et la société que nous voulons.

LE RESPECT DES LIBERTÉS COMME REMPART AUX IDÉES D'EXTRÊMES DROITES

• Les dérives sécuritaires

Les états d'urgence successifs, face au terrorisme et à la crise sanitaire, déstructurent la séparation des pouvoirs : gouvernement par ordonnance, renforcement des pouvoirs de police sans contrôle du juge, etc.

Les lois sécuritaires votées au cours des dernières années, et notamment celle dite « Sécurité globale », donnent des gages aux logiques du « tout sécuritaire » et de la seule

réponse par la répression, avec la possibilité d'une surveillance généralisée (par drones par exemple). On retrouve là des solutions chères aux extrêmes droites.

Dans quelle mesure l'inscription dans le droit commun de mesures présentées comme temporaires est-elle de nature à menacer l'Etat de droit ? Faut-il sacrifier la liberté pour une hypothétique sécurité ? Qu'en est-il de la notion de sûreté qui protège le citoyen contre les exactions que pourrait commettre l'Etat ?

RÉPONDRE PAR L'ÉGALITÉ DES DROITS AUX PRÉOCCUPATIONS DES CITOYENNES ET CITOYENS

• L'égalité n'est pas l'uniformité

Seule la reconnaissance de la diversité permet d'éviter les enfermements identitaires qui renforcent les discriminations. Nous refusons l'assimilation mais demandons les mêmes droits pour toutes et tous.

Comment défendre à la fois l'universalité en droits et la reconnaissance des identités multiples qui font l'humanité, ainsi que les singularités territoriales qui font les sociétés ?

• La première préoccupation des Français est l'avenir du système social¹ et pas le « tout sécuritaire » :

- 300 000 personnes sont à la rue ;
- près de 15% des Français vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit 9,1 millions de personnes.

Les fractures territoriales restent béantes : en Ile-de-France, l'Education nationale donne moins qualitativement aux élèves des territoires cumulant les difficultés qu'à ceux des quartiers favorisés.

Comment assurer l'égale dignité de toutes et tous ?

Comment réaffirmer le rôle primordial des services publics dans la lutte contre les inégalités ?

1. <https://www.ipso.com/fr-fr/fractures-francaises-2016-2021-un-climat-pre-presidentielle-different>